

INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées **cgt**

BOURSE DU TRAVAIL : 19, PLACE SAINT-SERNIN - 31070 TOULOUSE CEDEX

N° 72

DECEMBRE 1989.

**Militants des Finances, Santé, PTT, Equipement,
Cheminots, Energie, Services Publics, FERC, DDASS....**

**Dans les UD, dans les Unions Locales,
préparons activement**

**LES ASSISES REGIONALES
DU SECTEUR PUBLIC ET NATIONALISE
avec FRANCOIS DUTEIL Secrétaire de la C G T
TOULOUSE 11 JANVIER 1990**

° POUR LES REVENDICATIONS, LES SALAIRES, LES GRILLES, LES
EMPLOIS, LES QUALIFICATIONS...

° POUR UN SERVICE PUBLIC, DEVANT REpondre AUX BESOINS DE
DEVELOPPEMENT DE LA REGION ET DU PAYS.

AU SERVICE DE L'ACTION, DU RENFORCEMENT DE LA C.G.T.

SERVICES PUBLICS

ENJEUX ET LUTTES

L'enjeu que représente le SERVICE PUBLIC ET NATIONALISE, est triple:

- Il constitue pour le Capital une source de profit,
- Il est un frein objectif à la mise en oeuvre généralisée de la déréglementation.
- Il est enfin, pour le Pouvoir Politique, un obstacle majeur, dans le cadre de l'Intégration Européenne au service du Capital.

C'est à partir de ces trois facteurs, dont le Budget 90 et le Xè Plan, portent l'empreinte qu'il faut analyser les attaques portées.

De l'éclatement des P et T, à la privatisation du GIAT, en passant par la suppression d'une gare sur deux, la transformation de centres E.D.F. en "Centres de profit"...Tout confirme cette volonté du Pouvoir et du Patronat de faire du FRIC sur le dos des salariés, des populations.

Mais force est de constater une prise de conscience grandissante de ces enjeux.

Les luttes engagées témoignent de cette volonté. Elles ouvrent des possibilités d'élargissement, pour imposer reculs et perspectives d'issue à la crise.

C'est bien dans la quasi totalité du SECTEUR PUBLIC ET NATIONALISE, que les salariés ont pris leurs affaires en main. Ils luttent pour leurs revendications, les moyens indispensables, afin d'assurer leur mission!.

Et ces luttes trouvent un écho favorable dans la population.

Tout cela crée objectivement des conditions nouvelles.

Il apparaît indispensable, sans lâcher la démarche revendicative, sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les qualifications..., dans chaque secteur, entreprise ou service; de mieux appréhender les conséquences de ce qui se passe dans une entreprise nationalisée, une administration pour l'ensemble des autres.

Les ASSISES REGIONALES DU 11 JANVIER 1990, se fixent cet objectif.

Mais celui-ci n'aura sa pleine efficacité que si la phase préparatoire est collective ~~est~~ ancrée au plus près du terrain, c'est-à-dire à partir des Unions Locales.

TOUS CONCERNES,
TOUS A L'OFFENSIVE SUR CETTE QUESTION !

C'EST A CELA QUE NOUS VOUS INVITONS.

ENJEUX ET SOLIDARITE DE LUTTE

LOCALEMENT ET DANS LA REGION

Le prochain contrat de Plan Etat-SNCF, prévoit la suppression d'une gare sur 2 dans la Région. Vous voulez un train ? Il faut vous le payer.

Le Conseil Régional installe déjà des agents hors statuts dans plusieurs gares SNCF.

Les Universités sont au coeur des luttes pour des moyens matériels et humains, que l'Etat refuse.

Par contre, de plus en plus, les régions financent les Universités. Nous courons droit à des Universités à plusieurs vitesses. C'est le projet DEVAQUET qui re-rentre par la fenêtre.

Les PTT prévoient la fermeture de milliers de Bureaux de Poste dans les zones rurales, car jugés "non rentables". Si les communes veulent le conserver, elles devront le financer.

E.D.F. transforme ces districts en "Centres de Profits". Dans cette logique, elle instaure différents niveaux de qualité, suivant les densités de population. Les conséquences sont des districts supprimés, des personnels en moins, une qualité du service rendu à la baisse.

Les projets de grandes infrastructures routières de la Région, sont construits autour des privatisations et des transferts de charges. Une partie considérable du Budget de la Région MIDI-PYRENEES, est utilisé pour financer à la place de l'Etat les grands projets routiers de MIDI-PYRENEES.

* Les Services Publics sont utilisés en grand pour remodeler nos régions, les mettre aux normes Européennes de 1992.

* Fragilisant dangereusement le tissu économique, l'adaptant aux casses industrielles, au remodelage de la société, cette politique porte des coups graves aux services publics eux-mêmes.

* Défendre les revendications des personnels, permettant d'être plus forts, pour s'opposer aux suppressions de lignes SNCF, de districts d'E.D.F... tel est un des enjeux important.

* Développer des solidarités de luttes localement entre services publics, relève aussi, des exigences auxquelles nous devons travailler pour mieux cerner les enjeux, mieux répondre aux besoins.

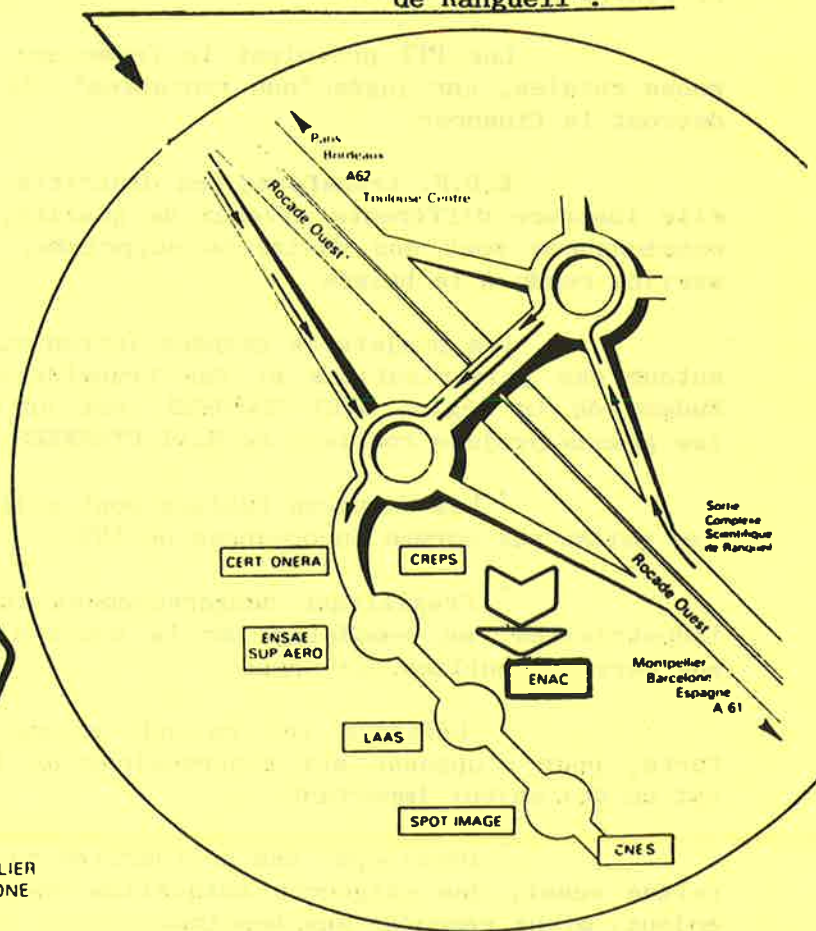
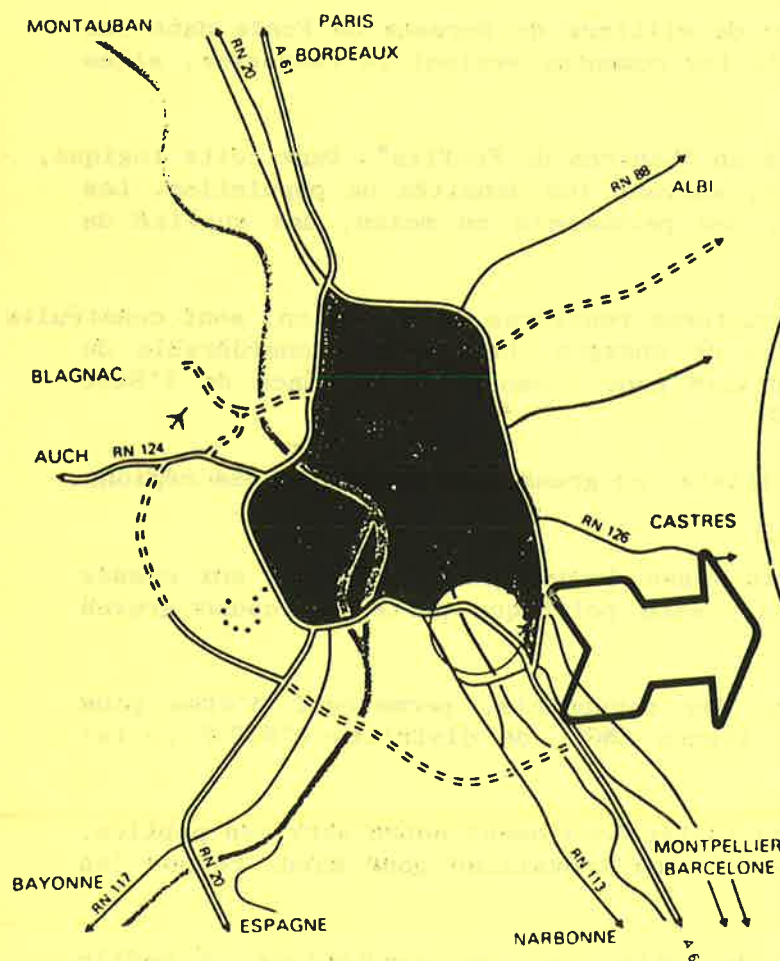
* Développer des solidarités de lutte avec les populations, à partir des actions des salariés des services publics, est une des conditions pour élargir le front du rassemblement pour mieux répondre aux besoins des personnels des usagers.

ASSISES REGIONALES DU SECTEUR PUBLIC
ET NATIONALISE, POUR ECHANGER, DEBATTRE,
REVENDIQUER, LUTTER, CONSTRUIRE.

A L'E.N.A.C. A TOULOUSE, LE 11 JANVIER 1990

DEBUT DES TRAVAUX A 8 H 30

Pour accès: Prendre Rocade Ouest (vers Montpellier)
et prendre sortie "Complexe scientifique
de Rangueil".



- INSCRIVEZ-VOUS POUR VOTRE PARTICIPATION, AUPRES DE VOS UL, VOS U.D.
- PRIX DU REPAS DE MIDI : 50 Frs.